

La Propriété industrielle

Paraît chaque mois
Abonnement annuel:
180 francs suisses
Fascicule mensuel:
18 francs suisses

105^e année - N° 11
Novembre 1989

Revue mensuelle de
l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

Sommaire

NOTIFICATIONS RELATIVES AUX TRAITÉS

Traité de coopération en matière de brevets (PCT). Nouveau membre de l'Union du PCT : Canada	411
Convention internationale pour la protection des obtentions végétales. Nouveau membre de l'UPOV : Pologne	411

ÉTUDES

La promulgation du Décret sur la protection des droits de propriété industrielle au Viet Nam — un passage de l'encouragement à la propriété, de <i>Nguyen Van Vien</i>	412
La Révolution française et les brevets d'invention, de <i>F. Savignon</i>	415

NOUVELLES DIVERSES

Chine, Nauru, Singapour, Viet Nam	425
---	-----

CALENDRIER DES RÉUNIONS	426
-----------------------------------	-----

ANNEXE

Statistiques de propriété industrielle pour 1988 (Publication A)

LOIS ET TRAITÉS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (ENCART)

Note de l'éditeur

ROYAUME-UNI

Règlement de 1989 sur le droit de modèle (topographies de semi-conducteurs) (du 29 juin 1989)
(Ce texte abroge et remplace celui publié précédemment sous le même numéro de cote.) . . . Texte 1-001

VIET NAM

Décret sur la protection des droits de propriété industrielle (promulgué par l'Ordonnance N° 13
LCT/HĐNN 8 du Conseil d'Etat du 11 février 1989) Texte 1-001

TRAITÉS MULTILATÉRAUX

Accord d'intégration sub-régionale (Accord de Carthagène)

Règlement relatif à l'application des normes concernant la propriété industrielle (Décision N° 85
de la Commission de l'Accord de Carthagène) (mai/juin 1974) (*feuilles de remplacement*) . . . Texte 1-009

© OMPI 1989

La reproduction des notes et rapports officiels, des articles ainsi que des traductions de textes législatifs et conventionnels, publiés dans la présente revue, n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de l'OMPI.

ISSN 0033-1430

Notifications relatives aux traités

Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

Nouveau membre de l'Union du PCT

CANADA

Le Gouvernement du Canada a déposé le 2 octobre 1989 son instrument de ratification du Traité de coopération en matière de brevets (PCT), fait à Washington le 19 juin 1970.

Ledit traité, tel que modifié le 2 octobre 1979 et le 3 février 1984, entrera en vigueur à l'égard du Canada le 2 janvier 1990.

Notification PCT N° 56, du 2 octobre 1989.

Convention internationale pour la protection des obtentions végétales

Nouveau membre de l'UPOV

POLOGNE

Le Gouvernement de la Pologne a déposé le 11 octobre 1989 son instrument d'adhésion à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978.

La Pologne n'est pas à ce jour membre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), fondée par ladite Convention internationale.

Ladite Convention internationale entrera en vigueur à l'égard de la Pologne le 11 novembre 1989. A cette date, la Pologne deviendra membre de l'UPOV.

Pour déterminer sa part contributive dans le montant total des contributions annuelles au budget de l'UPOV, une demi-unité de contribution est applicable à la Pologne.

Notification UPOV N° 36, du 16 octobre 1989.

Etudes

La promulgation du Décret sur la protection des droits de propriété industrielle au Viet Nam — un passage de l'encouragement à la propriété

NGUYEN VAN VIEN*

Au cours de la dernière décennie, les activités de propriété industrielle au Viet Nam ont connu un progrès considérable, qui est allé de pair avec la réforme de la gestion économique de l'ensemble du pays. L'événement le plus remarquable en matière de propriété industrielle a été la promulgation, le 11 février 1989, du Décret sur la protection des droits de propriété industrielle¹ par l'Ordonnance N° 13 LCT/HĐNN 8 du Conseil d'Etat (organe législatif suprême du pays entre les sessions de l'Assemblée nationale).

L'idée de charger l'organe législatif de promulguer le décret s'est fait jour au cours de l'application de l'Ordonnance sur les innovations en vue de perfectionnements techniques et de rationalisations en matière de production et sur les inventions (Décret du Gouvernement N° 31 CP)² et de l'Ordonnance sur les marques de fabrique ou de commerce (promulguée par l'Arrêté N° 197 HĐBT)³, promulguées par le Gouvernement du Viet Nam en 1981 et 1982 respectivement. Par la suite, le Gouvernement a aussi promulgué l'Ordonnance sur les dessins et modèles industriels (Décret N° 85 HĐBT)⁴ en mai 1988 et l'Ordonnance N° 200 HĐBT sur les solutions d'utilité (portant non seulement sur les modèles mais aussi sur les procédés et les substances) en décembre 1988. Or, toutes les ordonnances promulguées par le Gouvernement présentent le même problème : elles n'offrent pas une base juridique suffisante pour la protection effective des droits des titulaires de brevet. En cas de violation de leurs droits, les parties n'ont pas la possibilité d'intenter des actions en justice. Une telle situation risquait de faire quelque peu hésiter ceux qui cherchaient à obtenir la protection juridique de nouvelles techniques au Viet Nam.

A l'heure actuelle, la réforme de la gestion économique évolue progressivement dans le sens d'une décentralisation du pouvoir de décision. Selon la nouvelle politique, l'intervention directe de l'Etat dans les activités des unités de production et de commercialisation devrait être réduite à un minimum. Désormais, les entreprises sont chargées de résoudre leurs problèmes elles-mêmes et doivent en subir les conséquences. Du point de vue juridique, la réforme de la gestion économique a conduit à la reconnaissance des droits de propriété des collectifs et des individus sur leur propriété (tangible ou intangible) et il est, par conséquent, devenu nécessaire de reconnaître la concurrence sur le marché et le prix du travail (aussi bien manuel qu'intellectuel). Certains exemples peuvent illustrer cette tendance : la Loi sur les investissements étrangers au Viet Nam, promulguée par l'Assemblée nationale le 9 janvier 1988, reconnaît les brevets en tant que contribution des parties (comme les ressources, les devises, les installations) aux entreprises communes (article 7); le Décret N° 10 LCT/HĐNN sur le transfert des techniques étrangères au Viet Nam, promulgué par le Conseil d'Etat le 5 décembre 1988, développe ce principe et encourage le transfert de brevets au Viet Nam (article 3).

Dans ces circonstances, il fallait que la législation dans le domaine de la propriété industrielle élabore les formes et les moyens de protection appropriés.

En rédigeant le nouveau décret, le législateur a appliqué le principe de la protection maximale des droits des détenteurs de nouvelles techniques, ce qui se reflète dans le nombre des objets susceptibles d'être protégés, dans la portée des droits des titulaires de brevet et dans la manière dont ces droits peuvent être défendus. Le législateur a aussi entrepris de simplifier la procédure de constitution des droits de propriété industrielle au Viet Nam et d'introduire dans le décret les dispositions pertinentes de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et des autres traités internationaux auxquels le Viet Nam est partie. Le décret protège cinq objets de propriété industrielle :

* Directeur adjoint de l'Office national des inventions du Viet Nam.

¹ Voir les *Lois et traités de propriété industrielle*, VIET NAM — Texte 1-001.

² *Ibid.*, Texte 2-001.

³ *Ibid.*, Texte 3-002.

⁴ *Ibid.*, Texte 4-001.

les inventions, les solutions d'utilité, les dessins et modèles industriels, les marques et les appellations d'origine. Presque tous les objets de propriété industrielle susceptibles d'être protégés qui sont mentionnés à l'article premier de la Convention de Paris peuvent être protégés en vertu de ce décret, et leurs définitions reflètent les critères acceptés dans la pratique internationale existante. La définition de l'invention et celle de la solution d'utilité données dans le décret ont subi un changement substantiel par rapport à la variante énoncée à l'article 10 de l'Ordonnance N° 31 CP et à l'article 2 de l'Ordonnance N° 200 HDBT. L'exigence de l'utilité en tant que critère de brevetabilité d'une invention ou d'une solution d'utilité a été abandonnée. Désormais, conformément à l'article 4 du décret, une invention doit répondre aux critères de brevetabilité suivants : être nouvelle dans le monde, impliquer une activité inventive et être susceptible d'application, et une solution d'utilité, aux critères suivants : être nouvelle au Viet Nam et applicable dans les conditions économiques et techniques existantes. L'utilité d'une invention ou d'une solution d'utilité est entièrement laissée à l'appréciation du déposant, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il puisse demander la protection pour son seul bénéfice, au détriment des intérêts de la société. L'alinéa 6) de l'article 4 précise les objets exclus de la protection : même si tous les critères de brevetabilité sont réunis, un objet de propriété industrielle ne sera pas protégé s'il est contraire à l'ordre public, au principe d'humanité et à la morale socialiste ou s'il est préjudiciable à l'intérêt public. L'existence de l'un de ces éléments suffit à exclure un objet de la protection.

Les formes de protection prévues dans le décret (article 23) diffèrent par leur durée de validité mais sont les mêmes quant à leur teneur. Elles sont les suivantes : brevet d'invention (valide 15 ans), brevet de solution d'utilité (valide six ans), certificat de dessin ou modèle industriel (valide cinq ans, renouvelable pour deux périodes de cinq ans chacune), certificat d'enregistrement de marque (valide 10 ans, renouvelable pour des périodes de 10 ans sans limitation dans le temps), certificat d'enregistrement d'appellation d'origine (valide sans limitation dans le temps à compter de la date de délivrance). Sauf dans le cas de l'appellation d'origine, où le titulaire du titre de protection a seulement le droit d'utilisation de l'appellation d'origine protégée (article 9.2)), les titulaires de titres de protection ont un droit de propriété entier (article 9.1)) : ils peuvent utiliser à titre exclusif les objets protégés ou en transférer le droit de propriété ou le droit d'utilisation à des tiers. Le titulaire d'un titre de protection est le propriétaire effectif de l'objet protégé. Les droits des titulaires de brevet sont expressément garantis à l'article 12, qui décrit en détail le concept de violation des droits. L'article 11 donne une définition exhaustive de l'utilisation aux fins de déterminer les violations ou d'imposer des licences non volontaires. Conformément à ses alinéas 1) et 2), les actes suivants sont considérés comme une utilisation : la fabrication, l'utilisation,

l'importation, la publicité et la mise en circulation d'un produit ou l'application d'un procédé; la marque ou l'appellation d'origine est considérée comme utilisée si elle est apposée sur un produit, un emballage, des documents ou pièces comptables y relatifs ou utilisée à des fins publicitaires.

La concession de licences non volontaires est prévue à l'article 14. En examinant de façon approfondie les conditions de cette concession, on s'aperçoit à l'évidence que de telles licences existent uniquement pour prévenir l'abus des droits exclusifs découlant des brevets. Ces conditions sont les suivantes :

- expiration d'un certain délai (conformément à l'article 5A.4) de la Convention de Paris);
- défaut d'utilisation ou utilisation insuffisante sans juste motif;
- besoin d'utiliser les objets protégés aux fins de l'économie nationale;
- requête écrite d'une entreprise ou d'une personne qui n'a pu obtenir l'accord du titulaire pour la concession d'une licence.

Si aucune de ces conditions n'est remplie, des licences non volontaires ne doivent pas être délivrées. Une exception est toutefois prévue au sous-alinéa c), qui dispose que le président du Comité d'Etat pour la science et la technique peut accorder des licences non volontaires de sa propre initiative, mais uniquement pour des motifs nationaux urgents. Même quand une licence non volontaire a été accordée, le droit du titulaire doit être garanti par la loi. L'alinéa 2) de l'article 14 oblige le preneur de la licence non volontaire à verser au titulaire du titre de protection une indemnité appropriée, déterminée sur la base du bénéfice réalisé; en cas de désaccord sur le montant de l'indemnité, les parties en cause peuvent s'adresser au tribunal.

La procédure de constitution des droits de propriété industrielle que prévoit le décret est beaucoup plus simple et plus pratique que celle qui était prévue dans l'ordonnance N° 31 CP. En vertu des articles 5.3) et 22 du décret, l'Office national des inventions gère, d'une manière générale, les activités de propriété industrielle de l'ensemble du pays; en particulier, il reçoit et examine les demandes, accorde les titres de protection et publie les objets protégés dans la Gazette officielle. Autrement dit, seul l'Office national des inventions est habilité à constituer les droits de propriété industrielle des déposants. Un autre point important qui rend la procédure plus pratique pour les non-résidents qui demandent la protection d'objets de propriété industrielle au Viet Nam est prévu à l'article 21, consacré aux agents de propriété industrielle. Selon cet article, un agent de propriété industrielle peut être un organisme ou une personne autorisé à exercer ses activités par l'autorité gouvernementale compétente et enregistré auprès de l'Office national des inventions. Les agents de propriété industrielle exercent des fonctions de représentation non seulement en ce qui concerne la constitution des droits mais aussi pour toutes les autres ques-

tions de propriété industrielle. Auparavant, il n'existait qu'un seul agent agréé, la Chambre de commerce et d'industrie. Le décret offre maintenant à d'autres agents la possibilité de s'établir. A l'heure actuelle, il existe au Viet Nam de nombreuses organisations de représentants, dont deux sont déjà enregistrées auprès de l'Office national des inventions en tant qu'agents de propriété industrielle agréés, à savoir le Bureau pour la promotion et le développement de la propriété industrielle (INVESTIP) et la Chambre de commerce et d'industrie. De nouveaux agents vont bientôt s'établir et les déposants non-résidents pourront ainsi choisir l'intermédiaire qui leur conviendra le mieux pour la constitution et la protection de leurs droits au Viet Nam.

La disposition la plus importante du décret est la garantie des droits par les tribunaux. Le décret consacre un chapitre entier (le chapitre IV) au règlement des recours et des différends et au jugement des violations. Conformément à l'article 28, les recours concernant la constitution des droits de propriété industrielle sont jugés en première instance par le directeur de l'Office national des inventions et en dernière instance par le président du Comité d'Etat pour la science et la technique (procédure administrative), notamment lorsqu'il s'agit de l'examen des demandes. Les recours relatifs à la violation, à la rémunération ou à l'indemnité sont de la compétence des tribunaux (procédure judiciaire). Une procédure hybride (administrative et judiciaire) est

prévue pour le règlement des différends concernant le droit de déposer une demande ou d'être l'auteur d'une invention, d'une solution d'utilité ou d'un dessin ou modèle industriel. Ces différends sont, en première instance, du ressort du directeur de l'Office national des inventions et, en deuxième instance, de celui des tribunaux. L'article 29 définit la compétence des tribunaux : les tribunaux des provinces (ou les tribunaux hiérarchiquement équivalents) sont compétents en première instance pour connaître des procédures judiciaires dans le domaine de la propriété industrielle. Afin d'assurer la qualité des décisions judiciaires, l'article 29 confère, dans son deuxième alinéa, la compétence de connaître des recours et différends dans lesquels une des parties ou les deux sont étrangères au tribunal populaire de Hanoi ou à celui de Hô Chi Minh-Ville, le demandeur pouvant choisir l'un ou l'autre de ces tribunaux pour connaître de son cas. Le fait que les tribunaux soient désormais associés à la protection des droits de propriété industrielle ne manquera pas d'augmenter le prestige du décret aux yeux des créateurs et entrepreneurs au Viet Nam.

Il est certain que le succès du décret dépendra de son application. Mais il mérite ce succès grâce aux excellents fondements juridiques qu'il pose ; car la reconnaissance et la garantie de la propriété sont incontestablement le moyen le plus approprié de stimuler l'activité créatrice.

La Révolution française et les brevets d'invention

F. SAVIGNON*

Le legs du dix-huitième siècle

Le Siècle des lumières est le temps d'un immense développement des sciences d'observation et d'expérimentation. Saisis d'un véritable engouement, financiers et marquis, philosophes et prélats manipulent microscopes et cornues, se livrent ardemment à des recherches en chimie, en physiologie, en électricité. L'avancement du savoir expérimental et pratique devient une évidence qui s'impose à tous. Même si on dispute de l'existence du progrès dans les lettres et dans les arts, même si on en croit Jean-Jacques Rousseau qui a fondé sa célébrité en affirmant que le rétablissement des sciences et des arts a corrompu les mœurs¹, tous ceux qui pratiquent l'expérimentation, tous ceux qui observent avec intérêt les activités agricoles, industrielles et scientifiques pensent comme Pascal, qui écrivait un siècle plus tôt

«que toute la suite des hommes, pendant le cours de tant de siècles, doit être considérée comme un même homme qui subsiste toujours et qui apprend continuellement.»²

Si, du temps de Louis XIV, les travaux techniques excitaient, malgré les efforts de Colbert, le mépris des nobles qu'ils auraient fait déroger et celui des «bourgeois gentilshommes», cherchant à faire oublier qu'ils descendaient de quelques artisans, le travail manuel devient à la mode. Jean-Jacques Rousseau veut que son élève, Emile, apprenne la menuiserie, Marie-Antoinette joue à la bergère à Trianon, pendant que Louis XVI fait de la serrurerie.

L'intérêt que le public cultivé du dix-huitième siècle porte aux techniques est attesté de manière éclatante par l'abondante littérature qui leur est consacrée.

Dès 1711, Réaumur commence à rédiger une *Description des divers arts et métiers*, et l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert leur réserve de nombreux articles et ses célèbres planches d'illustrations.

Pragmatiques et utilitaristes, les hommes du dix-huitième siècle commencent à penser que, comme

* Directeur honoraire de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), Paris; professeur au Centre d'études internationales de la propriété industrielle (CEIPI), Strasbourg.

L'auteur remercie de leur précieux concours Monsieur le professeur Karl-Friedrich Beier, ses amis Yves Plasseraud et Philippe Guérin, qui lui a communiqué des informations inédites, ainsi que sa femme Irène.

¹ L'Académie de Dijon avait mis au concours, en 1750, la question suivante : «Si les sciences et les arts ont contribué à épurer les mœurs ?». Rousseau remporta le prix, une médaille en or «d'une valeur de 30 pistoles», en répondant par la négative.

² Blaise Pascal, préface au *Fragment d'un traité du vide*, Paris, 1651.

l'exprimera plus tard le comte de Saint-Simon, les personnes les plus indispensables dans un Etat sont les producteurs et les industriels.

Enfin, tous les esprits éclairés puisent des idées en Angleterre. Voltaire a conduit les Français à porter leur admiration aussi bien à la science de Newton qu'aux institutions équilibrées, grâce auxquelles on jouit outre-Manche d'une liberté inconnue dans les royaumes du continent.

Montesquieu propose la théorie du gouvernement d'après le modèle anglais. Bien que plus peuplée que l'Angleterre, la France a appris, au cours des nombreuses guerres où les deux pays se sont opposés pendant le siècle, quelles étaient la force et la richesse de la Grande-Bretagne. A partir des années 1760, une autre supériorité anglaise deviendra évidente : celle de l'industrie.

A la fin de la monarchie française, après que la paix eut été rétablie par l'armistice signé à Versailles en 1783, le traité de commerce franco-anglais de 1786, en réduisant les droits de douane, fit apparaître sur le marché français de nombreux produits anglais; les progrès dans la mécanisation du textile, dans l'utilisation de la machine à vapeur, dans la métallurgie viennent presque tous d'Angleterre.

La rivalité séculaire des deux pays n'empêche nullement, en ce siècle courtois et policé, l'estime et l'admiration. La plus grande partie de ceux qui souhaitent moderniser l'archaïque monarchie française voudraient transposer les institutions anglaises, mais aussi son économie dynamique et sa technique en progrès. Voltaire ne donnait-il pas, dès 1734, la Société Royale de Londres en exemple aux Français ?

«La Société de Londres est indépendante, et n'étant encouragée que par elle-même a été composée de sujets qui ont trouvé (...) le télescope de réflexion, la pompe à feu, le microscope solaire et beaucoup d'autres inventions aussi utiles qu'admirables.»³

Adopter un système de patentes inspiré de celui de l'Angleterre apparaissait comme l'un des moyens propres à mettre la France au niveau de sa rivale d'outre-Manche.

Est-ce à dire que la France du dix-huitième siècle ignorait les privilèges d'exploitation accordés aux inventeurs ? Nullement.

On s'en servait aussi bien pour encourager les industries fondées sur des inventions nationales que pour introduire des techniques d'origine étrangère. C'est ainsi que, le 14 avril 1778, Necker, ministre de

³ Voltaire, *Lettres philosophiques*; 24^e lettre: *Sur les Académies*.

Louis XVI, fait accorder à Boulton et Watt pour leur nouvelle « machine à feu » un privilège de 25 ans.

Les privilèges pouvaient aussi concerner des techniques déjà connues en France, mais que le gouvernement jugeait mal appliquées.

La France était restée, jusqu'en 1789, une monarchie de droit divin; le pouvoir du roi, loin d'être limité par une constitution et contrôlé par des assemblées représentatives, était parvenu à réduire le rôle des parlements à celui de simples chambres d'enregistrement des décisions royales.

La seule occasion pour les trois ordres qui composaient la société française — le clergé, la noblesse et le tiers état — de faire entendre leur voix dans les grandes crises, lorsque le roi les convoquait en assemblées (que l'on appelait les états généraux), ne s'était pas produite depuis 1614.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant qu'aucun texte ne soit pendant longtemps venu régler en France le système des privilèges d'invention, alors qu'en Angleterre, on sait que dès 1624 le célèbre *Statute of Monopolies* était intervenu pour interdire au roi d'accorder des monopoles d'exploitation, excepté pour « toute espèce de fabrication nouvelle dans ce royaume », et pour une durée maximum de 14 ans.

Le *Statute of Monopolies* avait connu bien des vicissitudes, et il s'en faut de beaucoup qu'il ait immédiatement supprimé les abus qui en avaient provoqué l'adoption; cependant, au dix-huitième siècle, le désintéret de la cour pour une institution dont elle ne pouvait plus tirer avantage laissa aux magistrats anglais la charge d'administrer ce qu'une historienne contemporaine⁴ appelle « une institution à la recherche d'un rôle ».

L'Angleterre élisabéthaine était encore un pays relativement en retard par rapport au continent, qui cherchait par conséquent à importer des techniques étrangères; mais les progrès de l'industrie, surtout sous la dynastie de Hanovre, furent tels que les patentes servirent principalement à protéger des inventions indigènes; les motifs de refus d'une demande prévue par le *Statute* étant très généraux et surtout de caractère économique (ne pas provoquer une élévation du prix des marchandises), les rejets de demandes furent peu nombreux.

Tout en restant théoriquement une faveur royale gracieuse, les patentes apparurent comme un système ouvert à tous sans examen de la qualité de l'invention. Il fut proposé à deux reprises de soumettre les demandes à l'examen de la Royal Society (comme en France à l'examen de l'Académie des sciences à partir de 1699), mais ces propositions n'aboutirent pas. D'autre part, des améliorations importantes furent apportées progressivement au système de patentes. A partir de 1711, l'habitude fut prise de demander une description

de l'invention, et cela devint une obligation, sous peine d'annulation, à compter de 1734.

Le nombre des patentes pour inventions accordées commença à s'élever rapidement à partir de 1760, c'est-à-dire de façon concomitante avec ce que l'on a appelé plus tard « la révolution industrielle ».

En France, le développement fut très différent. L'emploi le plus intense des privilèges d'exploitation remonte à Colbert. On sait que ce ministre du roi Louis XIV, voulant enrichir la France en numéraire, entreprit de développer les industries afin de réduire le montant des importations et d'augmenter les exportations. Les privilèges exclusifs d'exploitation furent un des moyens que Colbert employa, parmi d'autres, pour favoriser le développement des innovateurs nationaux et la venue en France d'entrepreneurs étrangers.

Par exemple, lorsqu'il installa à Abbeville, en 1665, le drapier hollandais Van Robais, celui-ci reçut entre autres privilèges : l'exemption des contraintes corporatives, des corvées et impositions, la permission de pratiquer la religion réformée, et enfin l'interdiction faite à toute autre personne d'installer à Abbeville et « à 10 lieues aux environs d'icelle » des métiers à faire le drap.

Colbert imposait en contrepartie aux bénéficiaires des privilèges une réglementation minutieuse de leurs conditions de travail et de leurs procédés de fabrication. Cependant, il ne souhaitait employer les privilèges qu'en l'absence d'initiatives privées conformes à ses vœux.

« Vous devez être assuré, écrivait-il, que toutes les fois que je trouve ou un plus grand avantage ou un avantage égal, je n'hésite pas à supprimer tous les privilèges. »

Cette conception du privilège comme un mal nécessaire se prolonge au dix-huitième siècle. L'article « privilèges exclusifs » de l'*Encyclopédie*, sans doute de la plume de Diderot, conclut après une critique sévère de cette institution par les souhaits suivants :

« Les privilèges exclusifs de toute espèce seraient réduits aux seuls établissements qui, par la nature de leur objet et par la grandeur nécessaire à ces établissements, seraient au-dessus des forces des simples particuliers, et auraient surtout pour objet des choses de luxe et non d'absolue nécessité. »

On voit que l'on était très loin de faire un sort spécialement favorable aux privilèges d'invention. Cependant, c'est à peu près à la même époque qu'un règlement, la « déclaration du Roi concernant les privilèges en fait de commerce » (1762), vint tenter de mettre de l'ordre dans la pratique mercantiliste des privilèges⁵.

Le préambule reconnaît le peu de succès de l'institution qu'il s'agit de réformer :

« Les privilèges en fait de commerce, qui ont pour objet de récompenser l'industrie des inventeurs, ou d'exciter celle qui languissait dans une concurrence sans émulation, n'ont pas toujours le succès qu'on en peut attendre, soit parce que ces privilèges, accordés pour des temps illimités, semblent plutôt être un

⁴ Christine McLeod, Cambridge. Communication à la Table ronde sur les brevets du CNRS, Gif-sur-Yvette, 6 et 7 décembre 1984.

⁵ Fac-similé de la « déclaration du Roi » dans *Paris 1883*, ouvrage cité en bibliographie, p. 19 et 20.

patrimoine héréditaire qu'une récompense personnelle à l'inventeur, soit parce que le privilège peut être souvent cédé à des personnes qui n'ont pas la capacité requise (...). Le défaut d'exercice de ces privilèges peut avoir aussi d'autant plus d'inconvénients qu'ils gênent la liberté, sans fournir au public les ressources qu'il en doit attendre.»

Cette réforme, dont il faut souligner le caractère restrictif, ne ressemble que superficiellement au *Statute anglais* de 1624; elle est contemporaine de l'influence des physiocrates, dont le maître, Quesnay, est alors premier médecin du roi Louis XV, et qui préconisent la liberté du commerce et l'abolition des privilèges économiques. Les principaux points de la déclaration du Roi sont tout d'abord la limitation à 15 années de la durée des privilèges accordés «indéfiniment et sans terme». La transmission du privilège, du vivant du bénéficiaire, ne pouvait plus se faire sans autorisation qu'à ses descendants en ligne directe, et la transmission aux héritiers était subordonnée à la vérification de leur capacité à mettre en oeuvre l'invention. Enfin, les privilèges dont les concessionnaires auraient échoué ou négligé de les exercer pendant un an seraient révoqués.

De plus, «afin que lesdits privilèges soient connus de tous ceux qui peuvent y avoir intérêt», une copie du privilège devait être adressée au bailliage dans le ressort duquel ce privilège devait s'appliquer. On voit par cette dernière disposition que ce qui était en vue était encore un privilège limité souvent à une zone géographique (comme celui de Van Robais cité plus haut), et n'avait pas la portée nationale de nos brevets modernes; en outre, il s'agissait généralement d'un privilège d'entreprise, destiné à favoriser une innovation industrielle plutôt qu'à protéger une invention.

Non seulement les pouvoirs publics cherchaient à restreindre la portée des privilèges, mais d'autres obstacles se dressaient sur la route de l'inventeur qui tentait d'en obtenir. L'Académie des sciences, réorganisée en 1699, fut chargée statutairement, quand elle en serait requise, d'examiner les demandes de privilèges; elle semble en avoir écarté environ la moitié.

Les inspecteurs des manufactures avaient également le pouvoir de rejeter les demandes. Enfin, les décisions favorables devaient être enregistrées par le Parlement de Paris, qui mettait souvent beaucoup de mauvaise volonté à le faire, saisissait directement l'Académie des sciences, écourtait parfois le privilège.

La préoccupation de ces différentes instances était beaucoup plus l'utilité économique que la nouveauté; une demande pouvait être rejetée parce que l'examineur jugeait le procédé trop coûteux. La multiplicité des instances impliquées, presque toujours imbues du libéralisme qui avait gagné les milieux de l'économie, et parfois aussi influencées par l'hostilité aux nouveautés de ce qui subsistait des métiers organisés de manière corporative, rendait de plus en plus difficile aux inventeurs d'obtenir un privilège d'exploitation. A la veille de la Révolution, l'institution apparaît moribonde.

Cependant, une idée nouvelle commence à se faire jour, parallèlement au libéralisme économique; elle est exprimée avec éclat par la célèbre déclaration qui sert de

préambule à l'éphémère édit de Turgot, supprimant en 1776 les corporations.

Elle affirme que le droit de travailler est la propriété de tout homme

«et que cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes.»

Turgot posait ainsi la base du droit du créateur sur son oeuvre. Il abolissait les corporations mais respectait les privilèges d'invention.

Le système des privilèges d'entreprise, que le dix-huitième siècle avait continué à pratiquer, fonctionnait mal, en partie parce que les hommes chargés de l'appliquer défendaient des intérêts opposés aux nouveautés et au changement, en partie parce qu'ils ne croyaient plus aux principes économiques qui étaient censés le justifier. On commençait à penser qu'il fallait en même temps libérer de leurs entraves compliquées la production et le commerce et encourager le nouveau, présumé apporter chaque fois le progrès.

L'oeuvre révolutionnaire

1. L'abolition des privilèges

Dans la nuit du 4 au 5 août 1789, les états généraux, transformés en Assemblée nationale, décidèrent de l'abolition des privilèges. Cette célèbre nuit procédait-elle d'un simple et généreux mouvement d'enthousiasme patriotique, qui entraîna les représentants de la noblesse et du clergé à offrir les uns après les autres le sacrifice de leurs privilèges séculaires sur l'autel de la patrie ?

Fut-elle une habile manoeuvre, un moyen de céder du terrain devant l'irrésistible mouvement d'une paysannerie en insurrection brûlant les châteaux avec les «terriers»⁶ qui contenaient les privilèges détestés et de séparer ainsi le respect de la propriété de la haine de la féodalité ? Un moyen d'obtenir le rachat de droits que l'on comprenait être de toute manière condamnés à brève échéance ? Les historiens en discutent encore.

Ce qui est certain, c'est que les principaux acteurs avaient concerté leur intervention, la veille, au «club breton» où se réunissaient des députés partisans des idées nouvelles.

Les privilèges exclusifs d'invention furent-ils abolis en même temps que le droit de chasse, le droit de colombier, le champart⁷ et la dîme ecclésiastique ?

La réponse, semble-t-il, est négative; les décrets des 4-11 août ne les visent pas expressément, et la «respectueuse pétition des artistes inventeurs» à l'Assemblée nationale, datée du 2 avril 1791, affirme que

«dans la nuit à jamais mémorable du 4 au 5 août, les privilèges d'invention ne furent point compris dans ce généreux holocauste brûlé sur l'autel de la patrie.»

⁶ Terrier: registre foncier contenant l'indication des terres relevant d'une seigneurie, avec les droits y afférents, et la reconnaissance de la situation par les vassaux et tenanciers.

⁷ Part sur la récolte revenant au seigneur de certains fiefs.

Mais l'octroi de tout ce qui portait le nom de «privilege», terme désormais voué à l'exécration publique, paraît avoir été suspendu et un vide juridique s'être créé *de facto*. On trouve un intéressant indice en ce sens dans le fait que Leblanc, inventeur du célèbre procédé de préparation de la soude connu sous son nom, et qui obtiendra un brevet le 25 septembre 1791, avait dû déposer son invention au secret chez un notaire le 26 mars 1790⁸.

2. Les nouveaux principes

Tandis que les praticiens portaient de plus en plus d'intérêt au système anglais des patentes, les hommes nouveaux que les trois ordres de la nation avaient députés aux états généraux formèrent en se réunissant en une seule Assemblée nationale — contre la volonté du roi — un véritable pouvoir législatif.

Ils avaient adopté la «Déclaration des droits de l'homme et du citoyen» (20-24 août 1789), qui proclamait «droits naturels et imprescriptibles» la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. L'article premier affirmait que les hommes naissent libres et égaux en droits. C'était en s'appuyant sur ces principes qu'il s'agissait de fonder un ordre nouveau dans tous les domaines, et notamment pour le droit des créateurs.

Le droit de propriété avait déjà été invoqué à propos de la reconnaissance, par les édits de 1777, des droits des auteurs, des sculpteurs et des peintres sur leurs oeuvres. La règle de l'égalité conduisait nécessairement à traiter tous les demandeurs de la même manière, ce qui n'était pas, dans le principe, contraire à l'institution d'un examen, mais qui jetait la suspicion sur les modalités complexes et apparemment arbitraires du système pratiqué jusqu'alors et que nous avons résumées plus haut. Enfin, la liberté, qui consiste à «pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui», pouvait être invoquée contre tout système de droits exclusifs puisque ceux-ci nuisent aux concurrents du titulaire.

Les principes de la Déclaration des droits créaient donc une situation conflictuelle, dont un seul point était clair : quelque nom qu'on lui donnât, on ne pouvait rétablir un système accordant à l'Etat le pouvoir discrétionnaire d'accorder ou de refuser une demande de protection en fonction de sa seule politique.

Un des matériaux du travail législatif de l'Assemblée nationale était constitué par les «cahiers de doléances», rédigés partout en vue de la convocation des états généraux. Certains d'entre eux, par exemple le Cahier du Tiers Etat, assemblé dans l'église de Saint-Eustache à Paris le 21 avril 1789, réclament la

«suppression de tout privilège exclusif, à moins qu'il ne s'agisse d'une découverte ou d'un ouvrage qui puisse être considéré comme une propriété.»

Mais d'autres cahiers demandaient la suppression de tout privilège exclusif, sans prévoir d'exception.

En 1790, des associations libres d'artisans se forment : Commune des Arts, Société du point central des Arts et Métiers, Société des Neuf Soeurs (devenue plus tard Société des inventions et découvertes) et expriment leur colère contre le rôle de l'Académie des sciences dans l'examen des demandes de «privileges d'invention».

Pendant l'été, les associations d'inventeurs font parvenir au Comité d'agriculture et de commerce de l'Assemblée nationale une pétition, accompagnée de documents annexes, notamment une proposition de la Chambre de commerce de Normandie, publiée dès 1787, préconisant l'adoption du système anglais, et les avis dans le même sens des inspecteurs généraux et intendants généraux du commerce. Le Comité de l'Assemblée nationale désigna comme rapporteur le chevalier Stanislas de Boufflers⁹, député de la noblesse du bailliage de Nancy, qui présenta son rapport dans la séance du jeudi 30 décembre 1790.

Ce document mérite d'être étudié, car il réalise une synthèse habile des différents principes et pressions qu'il s'agissait de concilier.

3. Le rapport du chevalier de Boufflers

Le premier principe sur lequel s'appuie le rapporteur est la propriété naturelle de l'homme sur ses pensées. Bien qu'elle ait été citée par tous les auteurs qui se sont occupés de cette question, il faut rappeler la phrase de Boufflers pour tenter d'en préciser la portée :

«S'il existe pour un homme une véritable propriété, c'est sa pensée; celle-là du moins paraît hors d'atteinte; elle est personnelle, elle est indépendante, elle est antérieure à toutes les transactions, et l'arbre qui naît dans un champ n'appartient pas aussi incontestablement au maître de ce champ que l'idée qui vient dans l'esprit d'un homme n'appartient à son auteur.»

Cette affirmation devait apparaître comme évidente à des auditeurs pénétrés de l'individualisme de Jean-Jacques Rousseau, comme lui habitués à raisonner sur un homme abstrait, antérieur à toute société et titulaire de droits naturels absolus. Il faut reconnaître également que si Boufflers a entendu montrer que tant qu'un homme n'a pas communiqué ses idées, il en est le maître, il énonce une évidence.

Toujours dans la ligne du *Contrat social* de Rousseau, Boufflers continue en affirmant que rien n'empêche l'inventeur de tenir caché son secret

«ou de fixer les conditions auxquelles il consent de le révéler. Il est libre en contractant avec la société, comme la société en contractant avec lui.»

⁹ Stanislas Jean de Boufflers (1738-1815), fils de la marquise de Boufflers, qui était la maîtresse de Stanislas Leszczyński, duc de Lorraine et ex-roi de Pologne, avait successivement été séminariste et militaire, puis gouverneur du Sénégal. Homme de lettres et bel esprit, il était membre de l'Académie française et chevalier de Malte (*Encyclopaedia Britannica*).

⁸ Philippe Guérin, communication personnelle.

Ainsi apparaît un second principe, celui de la liberté contractuelle fondant un pacte à avantages mutuels entre l'inventeur et l'Etat. Boufflers poursuit son raisonnement analogique entre la propriété patrimoniale et le «secret» de l'inventeur, en indiquant que ce que doit faire la société, c'est dans les deux cas de protéger l'exploitation de l'idée comme l'exploitation du patrimoine.

En mettant en avant un droit naturel de propriété et l'idée d'une aliénation par l'inventeur de son droit, par une convention libre passée avec une puissance publique libre, Boufflers évitait de rappeler qu'il soutenait un projet ressemblant par bien des traits aux privilèges de l'Ancien Régime. Était-ce de sa part pure habileté tactique ? Divers auteurs l'ont pensé. En effet, le texte même de la loi est loin de comporter toutes les conséquences que l'on serait en droit de tirer d'un droit de propriété.

Mais dans l'impossibilité de connaître la pensée et les éventuelles réserves mentales de Stanislas de Boufflers, on peut aussi se souvenir de ce que le contrat social selon Rousseau impliquait

«l'aliénation totale de chaque associé avec tous ses droits à toute la communauté.»¹⁰

Il est donc normal de penser que pour les contemporains, il n'y avait pas de contradiction entre un droit de propriété et les restrictions que la société apporte à son exercice dans l'intérêt général.

Un peu plus loin, dans son rapport, Boufflers dit que l'ambition des auteurs d'invention qui demandent la protection de la société «se borne à percevoir exclusivement les fruits» de leurs inventions. C'est-à-dire le profit de l'exploitation de celles-ci.

En contrepartie de sa protection, la société demande à l'inventeur

«de lui donner une connaissance exacte de l'objet pour lequel il la requiert»

(ce qui n'implique pas nécessairement la publication de la description) et de payer des taxes.

La préoccupation de Boufflers d'écarter toute idée de ressemblance entre le texte qu'il présente et les anciens privilèges exclusifs «dont le nom est devenu odieux» se manifeste en deux passages du rapport : en premier lieu, négligeant le fait qu'une grande partie des privilèges exclusifs avaient pour objet des inventions incontestables, il s'attaque aux privilèges d'entreprise accordés pour des objets déjà connus.

Le second passage oppose d'une manière assez habile les privilèges anciens, préférences personnelles accordées par les hommes, arbitraires et révocables, aux «préférences» accordées par la nature qui a doté inégalement les hommes du don d'invention :

«C'est l'esprit inventif, c'est l'invention elle-même qui est un privilège; et celui-là, nous ne pouvons ni le conférer ni le révoquer.»

On voit combien cette façon de voir interdit toute discrimination entre les inventeurs. Il suffira de montrer les faiblesses du système antérieur d'examen pour conclure contre tout rétablissement de celui-ci.

Le rapporteur critique ensuite le régime ancien. Il présente l'inventeur comme un homme simple, timide, désarmé devant un commis qui lui dit dédaigneusement, après avoir parcouru son mémoire :

«Sur 100 projets de cette espèce, il n'y en a pas un de raisonnable.»

Les experts, les académiciens, les concurrents intéressés à l'échec, tout conspire à décourager le pauvre inventeur de poursuivre ses démarches.

Puis Boufflers passe à un autre système qui a été appliqué, celui de l'achat par l'Etat d'une invention afin de la publier et de la mettre immédiatement en pratique; il montre les incertitudes de ce marché, portant sur une chose future et dont le succès encore incertain ne permet pas d'apprécier le juste prix. Ce système gardait cependant des partisans et l'Assemblée nationale avait voté des crédits pour l'encouragement à l'industrie, qui pouvaient être affectés à des achats d'inventions aux fins de publication. Circonstance embarrassante pour Boufflers, qui s'étend longuement sur la question, en indiquant que, d'après son texte, les inventeurs pourront demander une subvention au lieu d'une patente, mais que l'administration ne devrait accorder d'argent ni pour les inventions mineures, ni pour celles qui exigeraient des expérimentations coûteuses.

Le déplorable résultat des fâcheux errements du passé est que les inventeurs français, découragés, allaient porter leurs inventions à l'étranger, de préférence en Angleterre, seul pays qui a «vu la lumière» et «pris les avantages des clairvoyants sur les aveugles».

Reconnaissons nos erreurs, dont nous pouvons constater les tristes résultats, en comparant

«cette insidieuse variété de fabrications anglaises établies avec faste et chez tous nos marchands»

avec

«nos monotones productions dans les mêmes genres d'industrie, qui demeurent entassées et comme emprisonnées au fond de nos manufactures, dont les chefs sont réduits souvent à l'humiliante condition de facteurs du commerce anglais.»

A considérer ce sombre tableau, la solution s'impose avec évidence : il faut imiter les Anglais, emprunter leur système de patentes. Pour que l'orgueil national ne souffre pas trop à cette idée, Boufflers termine par l'évocation des «fiers et sages Américains», dont les Français avaient été récemment les alliés dans la guerre de l'Indépendance, et qui n'ont pas hésité à «adopter la législation anglaise».

La première loi des Etats-Unis sur les patentes d'invention venait en effet d'être signée par Washington, le 10 avril de cette année 1790 à la fin de laquelle parle Boufflers, dont le rapport est un document remarquable non seulement par les traits d'esprit, les habiletés rhétoriques et l'élégance du style, que la

¹⁰ J.-J. Rousseau, *Du contrat social*, livre 1, chapitre 6.

personnalité de l'auteur pouvait laisser espérer, mais aussi par ses silences. En effet, le texte même du projet réserve quelques surprises à ceux qui auraient pris trop à la lettre les déclarations du rapporteur sur le droit quasi sacré de l'inventeur.

Que ce fût l'effet de l'éloquence de Stanislas de Boufflers ou du peu de compétence des membres de l'Assemblée nationale sur ce sujet (les lois sur les brevets ne passionnent pas toujours le pouvoir législatif), le texte de la loi fut adopté avec de légers changements. Revêtu de la signature de Louis XVI le 7 janvier 1791, il prit force de loi. Les opposants se réveillèrent, mais un peu tard, comme on le verra.

4. La loi du 7 janvier 1791

Le préambule de la loi et l'article premier sont en tous points conformes aux principes exposés par Boufflers dans son rapport : la référence aux droits de l'homme, l'évocation de la regrettable émigration à l'étranger de «plusieurs artistes distingués», et surtout la proclamation du droit de propriété :

« Toute découverte ou nouvelle invention dans tous les genres d'industrie est la propriété de son auteur. »

Jamais encore le droit de l'inventeur n'avait été proclamé avec semblable clarté. La fin de l'article premier,

« en conséquence, la loi lui en garantit la pleine et entière jouissance, suivant le mode et pour le temps qui seront ci-après déterminés ».

annonce des modalités résultant du « contrat » entre l'inventeur et la société.

L'article 2 précise que les perfectionnements seront regardés comme des inventions.

L'article 3 attribue à celui qui apportera le premier en France une découverte étrangère les mêmes avantages que s'il en était l'inventeur. Sans doute, la législation anglaise, ne prenant en considération que les inventions connues « dans ce royaume », aboutissait-elle à un résultat analogue ; mais elle ne s'appuyait pas sur le principe de la propriété des inventeurs sur leurs oeuvres, avec lequel cette disposition en faveur des « importateurs de techniques » était en flagrante contradiction.

Boufflers n'avait pas laissé prévoir dans son rapport cette importante dérogation au droit de propriété de l'inventeur. Il s'était borné à citer, sans le souligner, le texte de la loi anglaise.

S'il contredisait le droit du véritable inventeur, le nouveau texte restait en accord avec la pratique séculaire de la royauté, qui avait toujours cherché à attirer les techniques étrangères en France.

L'article 4 prescrit la très simple procédure d'obtention des nouvelles patentes : l'inventeur dépose au secrétariat de l'administration de son département

« une description exacte des principes, moyens et procédés qui constituent la découverte »,

en indiquant s'il s'agit d'une invention, d'un perfectionnement ou d'une importation. Le paquet de documents déposé avec les plans, coupes, etc., ne sera ouvert qu'au moment où l'inventeur recevra son titre, ce qui garantit qu'il n'y aura aucun examen.

Les articles 5 et 6 traitent des cas où l'inventeur préférerait recevoir une somme d'argent plutôt qu'une patente.

L'article 8 offre au choix de l'inventeur trois durées possibles : cinq, 10 ou 15 ans, mais l'article 9 limite la durée de validité de la patente d'importation d'une invention venant d'un pays étranger à la durée effective de protection de cette même invention dans son pays d'origine. Cette disposition sera très longtemps présente dans un grand nombre de lois nationales, et ne disparaîtra que grâce à la Convention d'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Les articles relatifs à la publicité des demandes et des brevets délivrés (10 et 15) semblent avoir été très mal appliqués ; le seul catalogue qui ait été dressé, tardivement, est celui des brevets dont la durée était expirée. Peut-être cette négligence a-t-elle été volontaire, afin de gêner ceux qui n'auraient pris connaissance des inventions que pour les porter à l'étranger et y obtenir une patente d'importation ? Cette même idée a inspiré l'article 16, 5^o, qui prévoit la déchéance de la patente obtenue en France si son titulaire est convaincu d'en avoir pris ultérieurement une à l'étranger pour la même invention.

Cette disposition, contraire à l'application du principe de propriété, montre des préoccupations mercantilistes et nationalistes.

D'autres causes de déchéance sont prévues par différents paragraphes de l'article 16, à l'encontre :

— de l'inventeur qui aurait dissimulé ses moyens de réalisation,

— de celui qui aurait obtenu une patente pour une invention déjà décrite dans des ouvrages imprimés et publiés,

— et enfin, de l'inventeur qui n'aurait pas mis en application l'invention protégée dans un délai de deux ans, sauf justification.

Cette cause de déchéance se trouvait déjà dans la déclaration royale de 1762, mais le délai a été porté d'un an à deux ans.

Les dispositions relatives à la contrefaçon (articles 12 et 13) sont proches de la législation française moderne : possibilité de faire saisir les objets contrefaits, en donnant caution ; condamnation du contrefacteur à des dommages et intérêts et à une amende ; condamnation de l'inventeur aux mêmes peines si la plainte ayant donné lieu à la saisie se révélait dépourvue de preuves.

L'article 14 est ainsi rédigé :

« Tout propriétaire de patente aura droit de former des établissements dans toute l'étendue du royaume, et même d'autoriser d'autres particuliers à faire l'application et l'usage de ses moyens et procédés, et, dans tous les cas, il pourra disposer de sa patente comme d'une propriété mobilière. »

C'est là un progrès considérable vers la liberté commerciale, d'ailleurs inspiré du modèle anglais, par rapport à la déclaration du Roi de 1762, encore très restrictive sur ce point, comme on l'a vu plus haut.

Enfin, l'article 17 confirme les anciens privilèges enregistrés et transforme les privilèges non enregistrés en patentes nouvelles; dans les deux cas, seulement si ces privilèges avaient été accordés pour des inventions ou découvertes. Ainsi, les privilèges purement commerciaux se trouvaient-ils abolis. Les privilèges maintenus ou transformés en patentes étaient soumis à la loi nouvelle, notamment en ce qui concerne la liberté de cession et d'exploitation créée par l'article 14.

Les bases posées par la loi du 7 janvier 1791 appelaient un règlement d'application. Mais avant d'en venir à ce texte, il faut signaler plusieurs événements survenus entre-temps.

Le 8 février 1791, une délégation de la Société des inventions et découvertes venue présenter ses remerciements pour le vote de la loi du 7 janvier fut invitée à assister à la séance de l'Assemblée nationale par Mirabeau, qui présidait et accueillit la délégation par quelques phrases dans le style du temps :

« Les découvertes de l'industrie et des arts étaient une propriété avant que l'Assemblée nationale l'eût déclaré; mais le despotisme avait enchaîné jusqu'à la pensée. »

Ce fut une de ses dernières interventions publiques, car moins de deux mois plus tard, il était mort.

Les 15 et 16 février, l'Assemblée adoptait, sur proposition du baron d'Allarde, un décret portant l'établissement d'un droit de patente en remplacement des jurandes et maîtrises; ainsi, l'exercice des métiers, si longtemps régi par le système des corporations, que Turgot avait temporairement aboli en 1776, prenait fin, ne laissant subsister qu'une simple mesure fiscale. Ce texte est à l'origine de l'emploi en France du mot «brevet» au lieu de «patente», utilisé, comme on l'aura remarqué, dans la rédaction de la loi du 7 janvier.

En effet, lorsque vint en discussion devant l'Assemblée le projet de règlement d'exécution de la loi du 7 janvier, un débat beaucoup plus ample qu'en décembre 1790 s'instaura. Roederer¹¹, confondant apparemment les deux sens de «patentes», craignit que les patentes d'inventions ne nuisent aux patentes fiscales du décret d'Allarde; c'est pour lui donner satisfaction que l'article premier du règlement d'exécution décide que les patentes nationales seront délivrées «sous la dénomination de brevets d'invention».

De nombreux orateurs élevèrent des objections qu'ils n'avaient pas pensé à formuler à la fin de décembre, lors de l'adoption du texte principal. Stanislas de Boufflers y répondit par un nouveau et long discours, dont on ne retiendra que les points qu'il n'avait pas évoqués dans son rapport de décembre. Les porte-parole de la liberté complète s'étaient inquiétés de

la ruine possible des concurrents du breveté; avec un élan certain, Boufflers répond qu'il faut choisir entre l'intérêt du plus grand nombre, lié au progrès technique, et l'intérêt de quelques-uns, les concurrents du breveté. Peut-être faudra-t-il parfois baisser le prix des anciennes fabrications, hausser le salaire des ouvriers. Est-ce un si grand mal ?

Aux objections contre les brevets d'importation, accusés de provoquer la hausse des prix des produits, il répond assez faiblement que l'intérêt du titulaire de brevet sera de vendre beaucoup et bon marché au lieu de vendre cher et peu. Il représente enfin que la loi du 7 janvier a déjà produit des effets, et que des dépenses ont déjà été engagées par des inventeurs pour exploiter les inventions qu'ils croient désormais protégées par la loi.

Il dut être convaincant, puisque finalement le projet de règlement fut adopté, après que la Société des inventions et découvertes eut présenté le 2 avril un nouveau texte, intitulé «Respectueuse pétition des artistes inventeurs à l'Assemblée nationale».

5. Loi du 25 mai 1791, portant règlement sur la propriété des auteurs d'inventions et découvertes en tous genres d'industrie

On ne retiendra de ce texte, qui concerne une procédure depuis longtemps périmée, que quelques dispositions :

- la création, sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, d'un «directoire des brevets d'invention», chargé de délivrer les brevets, que les secrétariats des départements devaient lui transmettre dans la semaine même où la demande avait été présentée. Il fonctionnera mal et sera supprimé sous le Directoire¹²;

- chaque demande n'était recevable que si elle ne concernait qu'un objet principal;

- le demandeur avait le droit, avant de signer le procès-verbal de dépôt, de se faire communiquer le catalogue des objets des brevets déjà délivrés «afin de juger s'il doit ou non persister dans sa demande»;

- deux articles réglementent les perfectionnements : s'ils sont l'oeuvre du breveté, il pourra obtenir ou des certificats d'addition, ou de nouveaux brevets. S'ils sont l'oeuvre de tiers, ceux-ci ne pourront exploiter les perfectionnements sans le consentement du breveté principal, et réciproquement;

- le propriétaire d'un brevet ne pourra établir son entreprise par actions, sous peine de déchéance; on craignait que des actions de cette nature puissent donner lieu à des spéculations malhonnêtes.

L'Assemblée nationale, qui a accompli dans des conditions difficiles une oeuvre considérable, est véritablement la créatrice des institutions nouvelles de la

¹¹ Conseiller au Parlement de Metz, député du tiers état aux états généraux, futur notable de l'Empire et de la Monarchie de Louis-Philippe.

¹² Le mot «directoire» désigne un organe collectif de gouvernement. «Directoire», avec une majuscule, est le nom du régime qui gouverna la France d'octobre 1795 à novembre 1799.

France. Elle n'a pas négligé de faire place, parmi celles-ci, au système des brevets, sans lui imposer la moindre restriction quant à la nature des inventions brevetables, et en écartant toute idée d'examen préalable.

Il était temps, car les événements allaient se précipiter : le 30 juin, la fuite de la famille royale, rattrapée à Varennes et ramenée à Paris quasi prisonnière, portait un coup fatal à la royauté. Ceux qui voulaient finir la Révolution et ceux qui voulaient la recommencer s'opposaient de plus en plus violemment. Boufflers émigra en Prusse.

Enfin, l'Assemblée nationale se suicida en quelque sorte, en décidant, sur la proposition d'un de ses membres, relativement secondaire jusqu'alors, Maximilien de Robespierre, que les membres de l'Assemblée nationale ne seraient pas éligibles à la future assemblée, connue sous le nom de Législative, et qui se réunit le 1^{er} octobre 1791.

6. *L'Assemblée législative supprime les brevets pour les combinaisons de finance*

L'année 1792 voit la situation devenir de jour en jour plus tragique; la guerre, souhaitée pour des raisons inverses par Louis XVI et par les Girondins, est votée à la quasi-unanimité le 2 avril; les premières défaites sont à l'origine de la sanglante journée du 10 août; les assignats, papier-monnaie gagé sur les biens nationaux, ont déjà perdu 40 % de leur valeur, et toutes sortes de faiseurs de projets obtiennent des brevets pour des systèmes d'emprunts, de banques, de loteries, destinés à renflouer les caisses de l'Etat et surtout celles de leurs auteurs; le 20 septembre, jour de la bataille de Valmy, l'Assemblée, considérant que les brevets

«ne [peuvent] être délivrés qu'aux auteurs de toute découverte ou nouvelle invention dans tous les genres d'industrie, seulement relatifs aux arts et métiers; que les brevets d'invention qui pourraient être délivrés pour des établissements de finances deviendraient dangereux»,

— décrète que le pouvoir exécutif ne pourra plus accorder de brevets d'invention aux établissements relatifs aux finances,

— supprime l'effet de ceux qui auraient été accordés.

Il y en avait eu effectivement 14.

Le décret de l'Assemblée est signé de Lebrun et de Danton. Deux jours plus tard, la République était proclamée; 18 mois et 15 jours plus tard, Danton était guillotiné.

Beaucoup considèrent que la Révolution s'achève abruptement le 9 thermidor, avec la chute de Robespierre. Mais il s'en faut de beaucoup que les gouvernements qui se sont succédé, jusqu'à ce que Napoléon I^{er}, aient renié les principes et les principaux acquis de la Révolution; aussi indiquerons-nous les quelques faits qui concernent notre sujet et qui se sont produits avant le premier Empire français.

7. *La réforme avortée de l'an VI (1798)*

Le Directoire, régime d'inspiration bourgeoise, avait établi deux assemblées, le Conseil des Anciens et le Conseil des Cinq-Cents; au point de vue économique, il appliquait un libéralisme intégral; il n'est donc pas surprenant que les adversaires du brevet aient choisi ce moment pour tenter d'en réduire les effets en rétablissant un examen des demandes. Une proposition en ce sens fut rapportée devant le Conseil des Cinq-Cents par Jean-François Eude¹³, dans la séance du 14 pluviôse an VI.

L'essentiel du rapport de Eude, dont la prolixité dépasse encore celle de Boufflers, consiste à proposer de soumettre les demandes de brevet à l'examen d'un jury spécial de trois membres; en compensation, les descriptions des brevets délivrés ne seraient publiées que lorsque ceux-ci cesseraient d'être en vigueur.

Ni l'une ni l'autre proposition n'eut de succès. Le citoyen de Bailleul défendit sobrement et efficacement le texte de 1791, et l'emporta; d'ailleurs, avec une parfaite bonne grâce, Jean-François Eude avait produit un long second rapport contredisant complètement le premier.

8. *La grande colère du premier consul Napoléon Bonaparte*

L'histoire nous oblige à terminer notre récit sur une anecdote, qui n'est pourtant pas sans signification, sur la persistance de l'idée d'examen en France.

En l'an VII (1799), une demande de brevet avait été déposée pour une «femme invisible». Il s'agissait d'une attraction foraine consistant en un dispositif acoustique permettant d'entendre une personne qui demeurerait cachée. Lorsque le brevet correspondant fut soumis à la signature du premier consul par le ministre de l'Intérieur — qui n'était autre que son frère Lucien Bonaparte —, Napoléon

«jeta le papier sous la table, trouvant fort mauvais qu'on lui fasse signer des billevesées.»

Après qu'on leur eut fait rapport sur les remèdes que l'on pouvait apporter à cette situation dans le cadre de la loi, les consuls décidèrent que la déclaration suivante serait insérée au bas de chaque brevet délivré :

«Le Gouvernement, en accordant un brevet d'invention sans examen préalable, n'entend garantir en aucune manière ni la priorité, ni le mérite, ni le succès d'une invention.»

C'est là l'origine de la mention abrégée que quelques lecteurs se souviendront peut-être d'avoir lue sur de vieux brevets français : S.G.D.G. — sans garantie du gouvernement.

¹³ Jean-François Eude (1759-1841) devint président de la cour royale de Rouen sous Louis-Philippe.

La longue influence des lois de 1791

Le législateur français de 1791 a loyalement reconnu ce qu'il devait à l'Angleterre; mais il a rédigé en termes beaucoup plus assimilables pour les pays de droit écrit que la législation britannique presque entièrement prétorienne: aussi n'est-il pas surprenant que l'on trouve une influence manifeste des lois françaises de 1791 dans un grand nombre de pays, en Europe et en Amérique latine principalement.

Pour apprécier cette influence, il importe de séparer ce qui était un fonds commun à tous les pays qui avaient pratiqué le système des privilèges exclusifs, ce qui était spécialement d'inspiration anglaise, et ce qui provenait plus précisément des lois françaises. La distinction n'est pas toujours évidente. On a souvent caractérisé le «système français» des brevets par l'absence d'examen préalable et par la reconnaissance du droit de tout inventeur à un brevet.

Il est vrai que la loi française du 7 janvier 1791 a formulé ces principes avec une particulière clarté, mais ils étaient en fait appliqués en Angleterre, également aux États-Unis¹⁴. Cependant, c'est bien le modèle français qui constitue la référence, pour le suivre ou pour s'en écarter délibérément, à la plupart des lois de brevets du dix-neuvième siècle. Le modèle anglais ne devint une loi écrite complète qu'en 1852, et resta limité, si l'on peut dire, à l'immense empire britannique. Le modèle américain ne suscita guère d'imitateurs.

L'importance de la Révolution française se marque au fait que ses principes essentiels n'ont pu être effacés ni par l'autocratie de Napoléon — qui fut robespierriste sous la Terreur —, ni même par les restaurations de 1814-1815. A court ou moyen terme, l'égalité de tous devant la loi, la suppression de l'arbitraire dans les décisions du pouvoir vont s'imposer. Même là où en principe les brevets restent un privilège accordé par le souverain, la pratique fait disparaître toute discrimination non objective. La notion d'utilité, qui était étroitement liée à la politique dirigiste de la monarchie absolue, ne laisse bientôt comme trace que quelques exclusions du domaine de la brevetabilité, comme par exemple celle que la France elle-même introduisit en 1844 en retranchant les médicaments du champ des inventions brevetables.

Or, c'est bien la loi de 1791 qui, dans son refus catégorique de tout examen, a remplacé l'appréciation de l'utilité de l'invention par son succès ou son échec économique sur le marché.

La conciliation du libéralisme avec le système des brevets, qu'avait éloquemment plaidée le chevalier de Boufflers, finit par s'imposer, malgré la longue résistance des économistes libéraux prussiens, qui seront rejoints dans les années 1860 par l'économiste français Michel Chevalier et par leurs collègues anglais.

Certaines lois nationales furent pour ainsi dire calquées sur la loi française, comme la loi des Pays-Bas (comprenant alors la Belgique) de 1817; d'autres s'en inspirèrent librement, en y apportant des aménagements importants, comme la loi espagnole de 1827 ou la législation portugaise de 1837, en Amérique la législation du Paraguay et, plus tard, celle de l'Argentine. Il n'est pas jusqu'à l'ukase russe de 1812 — signé quelques jours avant l'invasion par Napoléon — qui ne présente des influences françaises manifestes, en particulier en ce qu'il reprend la notion de «propriété» de l'auteur d'une invention sur celle-ci.

La Prusse et l'Autriche se donnèrent des lois originales, encore que l'Empire austro-hongrois fut amené à moderniser la loi après avoir recouvré les territoires italiens où avait été appliquée la loi française.

En France même, le principe du droit de propriété était abandonné à l'époque, très pragmatique, où fut entreprise sous le roi Louis-Philippe la révision de la législation des brevets. Mais la loi de 1844, qui devait rester en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1969, conservait les principales dispositions de la législation révolutionnaire.

Elle supprimait cependant les brevets d'importation, conformément à une tendance dominante à cette époque. Les autres caractéristiques typiquement nationalistes de la loi de 1791 furent atténuées au cours des ans, mais ne disparurent complètement qu'avec la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle de 1883.

Dans l'esprit d'âpre lutte pour la suprématie de la fin du dix-huitième siècle et du début du dix-neuvième, les grandes nations industrielles n'envisageaient pas encore que l'irrésistible mouvement de développement des échanges de techniques conduirait le droit des brevets vers une internationalisation, dont la conclusion de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle a marqué le commencement, et qui se poursuit encore de nos jours. Mais la législation de la Révolution française, en donnant un modèle largement utilisé dans de nombreux pays, a contribué à préparer l'avènement de cette internationalisation.

Indications bibliographiques

Documents

Description des machines et procédés spécifiés dans les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, dont la durée est expirée, imprimerie de Madame Huzard, Paris, 1811.

Regnault (T.), *De la législation et de la jurisprudence concernant les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation*, Warée, libraire au Palais de Justice, Paris, 1825.

Dujeux (J.B.C.), *Recueil des lois et des règlements en vigueur sur les brevets d'invention chez les différents peuples*, imprimerie de Weisenbruch Père, 7, rue du Musée, Bruxelles, 1846.

Commentaires

Renouard (A.C.), *Traité des brevets d'invention*, libraire chez Guillaumin, Paris, 1844.

¹⁴ La loi des États-Unis de 1790 avait créé un examen, mais il fut supprimé dès 1793.

- Silberstein (M.), *Erfindungsschutz und merkantilistische Gewerbeprivilegien*, Polygraphischer Verlag A.G., Zurich, 1961.
- Isoré (J.), «De l'existence des brevets d'invention en droit français avant 1791», dans *Revue historique du droit français et étranger*, vol. 16, 1937, p. 94 et suiv.
- Finniss (G.), *Brevets d'invention français 1791-1902*, p. 11 à 25, Ministère de l'industrie et du commerce, Paris, 1958.
- Neumeyer (F.), «Die historischen Grundlagen der ersten modernen Patentgesetze in den USA und in Frankreich», dans *GRUR Int.*, N° 6, juin 1956, p. 241 à 252.
- Plasseraud (Y.) et Savignon (F.), *Paris 1883, Genèse du droit unioniste des brevets*, Litec, 27, place Dauphine, Paris, 1983.
- Plasseraud (Y.) et Savignon (F.), *L'Etat et l'invention, histoire des brevets*, La documentation française, Paris, 1986.
- Perez (L.), «Le 'privilege', source d'histoire économique et révélateur d'une politique au XVIII^e siècle», dans Table ronde sur les brevets du CNRS, Gif-sur-Yvette, 6 et 7 décembre 1984, p. 71 à 79.

Nouvelles diverses

CHINE

*Directeur général
de l'Office des brevets
de la République populaire de Chine*

Nous apprenons que M. Gao Lulin a été nommé Directeur général de l'Office des brevets de la République populaire de Chine.

NAURU

*«Registrar of Patents, Trade Marks
and Copyright»*

Nous apprenons que M. J.C. Batra a été nommé *Registrar of Patents, Trade Marks and Copyright*.

SINGAPOUR

«Registrar of Trade Marks and Patents»

Nous apprenons que Mlle Liew Woon Yin a été nommée *Registrar of Trade Marks and Patents*.

VIET NAM

*Directeur de l'Office national
des inventions*

Nous apprenons que M. Doan Phuong a été nommé Directeur de l'Office national des inventions.

Calendrier des réunions

Réunions de l'OMPI

(Cette liste ne contient pas nécessairement toutes les réunions de l'OMPI et les dates peuvent faire l'objet de modifications.)

1989

- 27 novembre - 1^{er} décembre (Genève)** **Comité d'experts sur l'harmonisation des législations protégeant les marques (première session)**
Le comité examinera certaines dispositions d'un projet de traité sur l'harmonisation des législations protégeant les marques ainsi que des propositions quant au contenu additionnel du projet de traité.
Invitations : Etats membres de l'Union de Paris, Communautés européennes et, en qualité d'observateurs, Etats membres de l'OMPI qui ne sont pas membres de l'Union de Paris ainsi que certaines organisations.
- 1^{er} décembre (Genève)** **Réunion d'information, destinée aux organisations non gouvernementales, sur la propriété intellectuelle**
Lors de cette réunion officielle, les participants seront informés sur les récentes activités et les plans de l'OMPI dans les domaines de la propriété industrielle et du droit d'auteur et seront invités à faire part de leurs observations à ce propos.
Invitations : organisations internationales non gouvernementales ayant le statut d'observateur à l'OMPI.

1990

- 29 janvier - 2 février (Genève)** **Comité d'experts sur l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale (réunion organisée en commun par l'OMPI et l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV))**
Le comité examinera l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale, en s'appuyant sur des documents du Bureau international de l'OMPI et du Bureau de l'UPOV.
Invitations : Etats membres de l'OMPI, de l'UPOV ou de l'Organisation des Nations Unies et, en qualité d'observateurs, certaines organisations.
- 19-23 février (Genève)** **Comité d'experts sur le règlement des différends entre Etats en matière de propriété intellectuelle (première session)**
Le comité examinera s'il convient d'entreprendre l'élaboration d'un nouveau traité sur le règlement des différends entre Etats en matière de propriété intellectuelle et, dans l'affirmative, quelle devrait être la teneur de ce texte.
Invitations : Etats membres de l'Union de Paris, de l'Union de Berne ou de l'OMPI et, en qualité d'observateurs, certaines organisations.
- 12-16 mars (Genève)** **Groupe de travail sur l'application du Protocole de Madrid de 1989 (première session)**
Le groupe de travail examinera le projet d'un nouveau règlement d'exécution de l'Acte de Stockholm de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et du protocole (adopté à Madrid en juin 1989) relatif audit arrangement et proposera d'autres mesures rendues nécessaires par la coexistence de l'Arrangement de Madrid (Stockholm) et dudit protocole.
Invitations : Etats membres de l'Union de Madrid, Etats ayant signé le protocole ou y ayant adhéré, Grèce, Irlande, Communautés européennes et, en qualité d'observateurs, autres Etats membres de l'Union de Paris ayant exprimé leur désir de faire partie du groupe de travail en cette qualité ainsi que certaines organisations non gouvernementales.
- 29 mai - 1^{er} juin (Genève)** **Comité d'experts sur la protection internationale des indications de provenance et des appellations d'origine**
Le comité conseillera le Bureau international de l'OMPI au sujet de la conclusion éventuelle d'un nouveau traité sur la protection internationale des indications de provenance et des appellations d'origine ou de la révision éventuelle de l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international ainsi qu'au sujet de la possibilité de développer le recours aux services d'enregistrement prévus par cet arrangement.
Invitations : Etats membres de l'Union de Paris et, en qualité d'observateurs, certaines organisations.

- 5-8 juin (Genève)**
- Réunion consultative de pays en développement sur l'harmonisation des législations sur les brevets**
- Cette réunion consultative étudiera, en s'appuyant sur des documents de travail établis par le Bureau international de l'OMPI, des questions présentant un intérêt particulier pour les pays en développement en rapport avec l'élaboration d'un traité sur l'harmonisation de certaines dispositions des législations protégeant les inventions.
- Invitations :* pays en développement membres de l'Union de Paris ou de l'OMPI.
- 11-22 juin (Genève)**
- Comité d'experts sur l'harmonisation de certaines dispositions des législations protégeant les inventions (huitième session)**
- Le comité continuera d'examiner un projet de traité sur l'harmonisation de certaines dispositions des législations protégeant les inventions.
- Invitations :* Etats membres de l'Union de Paris et, en qualité d'observateurs, Etats membres de l'OMPI qui ne sont pas membres de l'Union de Paris ainsi que certaines organisations.
- 11-22 juin (Genève)**
- Réunion préparatoire à la conférence diplomatique pour l'adoption d'un traité d'harmonisation des législations sur les brevets**
- La réunion préparatoire sera chargée de préparer l'organisation de la conférence diplomatique qui négociera et adoptera un nouveau traité sur l'harmonisation des législations sur les brevets. En particulier, la réunion préparatoire établira le projet de règlement intérieur de la conférence diplomatique et déterminera les Etats et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui devraient être invités à la conférence diplomatique et en quelle qualité.
- Invitations :* Etats membres de l'Union de Paris.
- 25-29 juin (Genève)**
- Comité d'experts sur l'harmonisation des législations protégeant les marques (deuxième session)**
- Le comité continuera d'examiner certaines dispositions d'un projet de traité sur l'harmonisation des législations protégeant les marques.
- Invitations :* Etats membres de l'Union de Paris, Communautés européennes et, en qualité d'observateurs, Etats membres de l'OMPI qui ne sont pas membres de l'Union de Paris ainsi que certaines organisations.
- 2-6 juillet (Genève)**
- Comité des questions administratives et juridiques du PCT (troisième session)**
- Le comité examinera des propositions de modification du règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets (PCT), notamment en relation avec la procédure régie par le chapitre II du PCT.
- Invitations :* Etats membres de l'Union du PCT et, en qualité d'observateurs, Etats membres de l'Union de Paris qui ne sont pas membres de l'Union du PCT ainsi que certaines organisations.
- 2-13 juillet (Genève)**
- Comité d'experts sur les dispositions types de législation dans le domaine du droit d'auteur (troisième session)**
- Le comité continuera d'examiner des normes proposées dans le domaine des oeuvres littéraires et artistiques pour les législations nationales sur la base de la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques.
- Invitations :* Etats membres de l'Union de Berne ou de l'OMPI et, en qualité d'observateurs, certaines organisations.
- 24 septembre - 2 octobre (Genève)**
- Organes directeurs de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI (vingt et unième série de réunions)**
- Certains des organes directeurs se réuniront en session ordinaire, d'autres en session extraordinaire.
- Invitations :* en qualité de membres ou d'observateurs (selon l'organe considéré), Etats membres de l'OMPI ou des unions et, en qualité d'observateurs, certaines organisations.
- 15-26 octobre (Genève)**
- Comité d'experts institué par l'Arrangement de Nice (seizième session)**
- Le comité achèvera la cinquième révision de la classification établie en vertu de l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques.
- Invitations :* Etats membres de l'Union de Nice et, en qualité d'observateurs, Etats membres de l'Union de Paris qui ne sont pas membres de l'Union de Nice ainsi que certaines organisations.
- *22-26 octobre (Genève)**
- Comité d'experts sur l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale (deuxième session) (réunion organisée en commun par l'OMPI et l'UPOV)**
- Le comité continuera d'examiner l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale.
- Invitations :* Etats membres de l'OMPI, de l'UPOV ou de l'Organisation des Nations Unies et, en qualité d'observateurs, certaines organisations.

* Dates risquant tout particulièrement d'être modifiées.

- 29 octobre - 2 novembre (Genève)** **Comité d'experts sur un protocole relatif à la Convention de Berne (première session)**
Le comité examinera s'il convient d'entreprendre l'élaboration d'un protocole relatif à la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques et, dans l'affirmative, quelle devrait être la teneur de ce texte.
Invitations : Etats membres de l'Union de Berne et, en qualité d'observateurs, Etats membres de l'OMPI qui ne sont pas membres de l'Union de Berne ainsi que certaines organisations.
- 29 octobre - 2 novembre (Genève)** **Groupe de travail sur la révision éventuelle de l'Arrangement de La Haye (première session)**
Ce groupe de travail examinera les possibilités de réviser l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels, ou d'y ajouter un protocole, afin d'assouplir encore le système de La Haye, et étudiera d'autres mesures visant à encourager les Etats qui n'y sont pas encore parties à adhérer à cet arrangement et à en faciliter l'utilisation par les déposants.
Invitations : Etats membres de l'Union de La Haye et, en qualité d'observateurs, Etats membres de l'Union de Paris qui ne sont pas membres de l'Union de La Haye ainsi que certaines organisations.
- *5-9 novembre (Genève)** **Comité d'experts sur des mesures de lutte contre la contrefaçon et la piraterie (deuxième session)**
Le comité continuera d'examiner un projet de dispositions types de législation nationale sur la protection contre la contrefaçon et la piraterie.
Invitations : Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées et, en qualité d'observateurs, certaines organisations.
- *19-23 novembre (Genève)** **Comité d'experts sur le règlement des différends entre Etats en matière de propriété intellectuelle (deuxième session)**
Le comité poursuivra les travaux entrepris à sa première session (19-23 février 1990).
Invitations : Etats membres de l'Union de Paris, de l'Union de Berne ou de l'OMPI et, en qualité d'observateurs, certaines organisations.
- 26-30 novembre (Genève)** **Groupe de travail sur l'application du Protocole de Madrid de 1989 (deuxième session)**
Le groupe de travail poursuivra les travaux entrepris à sa première session (12-16 mars 1990).
Invitations : Etats membres de l'Union de Madrid, Etats ayant signé le protocole ou y ayant adhéré, Grèce, Irlande, Communautés européennes et, en qualité d'observateurs, autres Etats membres de l'Union de Paris ayant exprimé leur désir de faire partie du groupe de travail en cette qualité ainsi que certaines organisations non gouvernementales.
- 10-14 décembre (Genève)** **Comité des questions administratives et juridiques du PCT (quatrième session)**
Le comité poursuivra les travaux entrepris à sa troisième session (2-6 juillet 1990).
Invitations : Etats membres de l'Union du PCT et, en qualité d'observateurs, Etats membres de l'Union de Paris qui ne sont pas membres de l'Union du PCT ainsi que certaines organisations.
- 1991**
- 28-30 janvier (Genève)** **Réunion(s) d'information sur la révision de la Convention de Paris**
Une réunion d'information des pays en développement membres de l'Union de Paris et de la Chine et, si le désir en est exprimé, des réunions d'information de tout autre groupe de pays membres de l'Union de Paris se tiendront en vue de procéder à un échange de vues sur les nouvelles propositions d'amendement qui auront été élaborées par le directeur général de l'OMPI pour les articles de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle dont la révision est à l'examen.
Invitations : voir le paragraphe précédent.
- 31 janvier et 1^{er} février (Genève)** **Assemblée de l'Union de Paris (quinzième session)**
L'assemblée définira les étapes ultérieures de la procédure à suivre concernant la révision de la Convention de Paris et prendra connaissance des propositions susmentionnées du directeur général de l'OMPI. Elle décidera aussi de la composition d'une réunion préparatoire qui se tiendra au cours du premier semestre de 1991.
Invitations : Etats membres de l'Union de Paris et, en qualité d'observateurs, Etats membres de l'OMPI qui ne sont pas membres de l'Union de Paris ainsi que certaines organisations.
- *3-28 juin** **Conférence diplomatique pour l'adoption d'un traité d'harmonisation des législations sur les brevets**
Cette conférence diplomatique négociera et adoptera un traité d'harmonisation des législations sur les brevets, destiné à compléter la Convention de Paris en ce qui concerne les brevets.
Invitations : feront l'objet d'une décision de la réunion préparatoire devant se tenir du 11 au 22 juin 1990 (voir plus haut).

* Dates risquant tout particulièrement d'être modifiées.

*18 novembre - 6 décembre

Conférence diplomatique de révision de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (cinquième session)

La conférence diplomatique négociera et adoptera un nouvel acte de la Convention de Paris.

Invitations : Etats membres de l'Union de Paris et, sans droit de vote, Etats membres de l'OMPI ou de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de l'Union de Paris ainsi que, en qualité d'observateurs, certaines organisations.

Réunions de l'UPOV

(Cette liste ne contient pas nécessairement toutes les réunions de l'UPOV et les dates peuvent faire l'objet de modifications.)

1990

23-27 avril (matin) (Genève)

Première réunion préparatoire à la révision de la Convention UPOV

Invitations : Etats membres de l'UPOV.

27 avril (après-midi) (Genève)

Comité consultatif (quarante et unième session)

Le comité examinera principalement les résultats de la première réunion préparatoire à la révision de la Convention UPOV.

Invitations : Etats membres de l'UPOV.

25-29 juin (Genève)

Deuxième réunion préparatoire à la révision de la Convention UPOV

Invitations : Etats membres de l'UPOV.

15 et 16 octobre (Genève)

Troisième réunion préparatoire à la révision de la Convention UPOV

Invitations : Etats membres de l'UPOV.

17 octobre (Genève)

Comité consultatif (quarante-deuxième session)

Le comité préparera la vingt-quatrième session ordinaire du Conseil.

Invitations : Etats membres de l'UPOV.

18 et 19 octobre (Genève)

Conseil (vingt-quatrième session ordinaire)

Le Conseil examinera les rapports sur les activités de l'UPOV en 1989 et durant la première partie de 1990 et approuvera des documents destinés à la Conférence diplomatique de révision de la Convention UPOV.

Invitations : Etats membres de l'UPOV et, en qualité d'observateurs, certains Etats non membres et organisations intergouvernementales.

Autres réunions concernant la propriété industrielle

1989

5-9 décembre (Munich)

Organisation européenne des brevets (OEB): Conseil d'administration.

1990

8-11 mai (Washington)

Foundation for a Creative America : Bicentenaire de la promulgation des lois sur les brevets et le droit d'auteur des Etats-Unis d'Amérique.

* Dates risquant tout particulièrement d'être modifiées.

